

COMMUNIQUE

Un NON positif

L'Irlande vient de dire NON au *remake* du projet de traité constitutionnel de l'Union Européenne.

Quelle ingratitude, diront, plutôt que les tenants d'un OUI référendaire, à peu près impossible, les praticiens du passage en force par des parlements devenus pour la plupart des chambres d'enregistrement.

Quelle clairvoyance, quel esprit civique et démocratique, quelle motivation républicaine disent d'autres pour qui le NON de la France, des Pays Bas, en 2005, de l'Irlande aujourd'hui, n'est pas un NON à l'Europe, mais un NON à l'Europe asservie au capitalisme ! Que ce soit le projet de traité constitutionnel dans sa forme originale ou dans celle prétendument édulcorée à LISBONNE, il s'agit toujours de la Charte du capitalisme érigeant les intérêts des actionnaires et des spéculateurs en intérêt général.

C'est grâce à son entrée dans la Communauté Economique Européenne dont la dimension de marché commun était évidente, que la République d'Irlande est sortie de sa situation de pays du Tiers Monde, colonisé pendant de si nombreux siècles par la Grande-Bretagne. Cependant, ce marché commun qui ne réprouvait pas les pratiques capitalistes quand elles étaient presque exclusivement destinées à produire des richesses, c'est-à-dire des biens et des services nécessaires au grand nombre, les tenait toutefois en bride par le biais de certaines entreprises nationalisées et le développement des services publics. Cette Europe là, qui n'était certes pas l'Europe dont rêvent certains d'entre nous, fonctionnait sur la base de la solidarité, les riches, pays, régions, individus, abandonnant partie de leurs revenus pour permettre à d'autres de s'équiper, de donner de l'emploi, de produire à l'usage du plus grand nombre. Cette solidarité, qui avait des effets à l'interne des états de la CEE, en avait aussi de bénéfiques entre les états. C'est ainsi que l'Irlande, après s'être émancipée politiquement, s'est émancipée économiquement et socialement.

Or que lui a-t-on proposé la semaine dernière ? De tourner le dos à cette Europe là, généreuse en certains de ses aspects, pour une Europe de la jungle où la loi du plus fort, du mieux nanti, du moins scrupuleux et du super égoïste est érigée en nouvelle norme sociale.

Les Irlandais, la majorité de ceux qui ont voté – et certainement la majorité aussi de ceux qui n'ont pas voté parce qu'ils ne pensaient pas pouvoir dire NON à l'Europe qui leur avait donné les moyens de leur dignité, ni OUI à celle qui leur était proposée, celle de

l'avilissement de cette dignité – ne sont pas anti-européens, pas plus que n'est anti-européenne la plupart de ceux qui, en 2005, ont eux aussi, Néerlandais et Français, dit NON. Ils ne veulent pas plus qu'eux du capitalisme tel qu'il s'exprime par la mondialisation qui gaspille les richesses de la terre et y répand la famine.

Le SNCA e.i.L. Convergence n'a jamais donné de consigne de vote politique. Il compte dans ses rangs des partisans du OUI et du NON au projet de traité constitutionnel. Toutefois, la grande souffrance que la mondialisation fait peser sur les classes laborieuses ne peut le laisser indifférent ; et le NON des citoyens irlandais lui semble un coup de semonce que les nantis de la terre feraient bien d'entendre.

C'est pourquoi il se réjouit d'un NON qui n'est pas celui de la dérobade, mais celui de la Résistance.

Capitalismus delendus est.

Paris, le 16 juin 2008